

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/EEC/211

5 août 2003

(03-4118)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Commission européenne. Direction générale Santé et protection des consommateurs. Direction E – Sécurité alimentaire: phytosanitaire, santé et bien-être des animaux, questions internationales
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Tous aliments et/ou boissons en conserve, y compris les aliments diversifiés de l'enfance ICS 67.040
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: États membres des Communautés européennes (CE) et pays tiers exportant les produits visés vers les CE
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: <i>SANCO/1034/2002-1 rev.4 Draft Commission Regulation amending Regulation (EC) N° 466/2001 as regards inorganic tin in foods</i> (SANCO/1034/2002-1 rev.4 Projet de règlement de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 466/2002 de la Commission en ce qui concerne la présence d'étain inorganique dans les denrées alimentaires) – 3 pages
6.	Teneur: Fixation des teneurs maximales communautaires harmonisées pour l'étain inorganique (Sn) dans les denrées alimentaires: <ul style="list-style-type: none">aliments en conserve autres que les boissons 200 mg/kgboissons en conserve 100 mg/kgdenrées alimentaires en conserve destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge à l'exclusion des produits déshydratés et des produits en poudre 50 mg/kg
7.	Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires , <input type="checkbox"/> santé des animaux , <input type="checkbox"/> préservation des végétaux , <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes , <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites Facilitation du commerce (certains États membres ont adopté des teneurs maximales en étain inorganique dans les denrées alimentaires, créant ainsi des disparités)
8.	Norme, directive ou recommandation internationale: <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius , <input type="checkbox"/> Office international des épizooties , <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux , <input checked="" type="checkbox"/> Néant S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent: Les mesures communautaires proposées font suite à l'avis du Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH) de l'Union européenne, qui rejoint l'opinion exprimée en 2000 par le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) selon laquelle certaines teneurs en étain inorganique peuvent provoquer des problèmes gastriques chez certaines personnes. Le Codex établit, pour les tomates seulement, des teneurs maximales provisoires de 250 mg/kg pour l'étain dans les tomates en conserve (norme Codex Stan 13), les concentrés de tomates traités (norme Codex Stan 57) et le jus de tomates conservé exclusivement par des procédés physiques (norme Codex Stan 49)

	<p>Toutefois, cette teneur de 250 mg/kg a été jugée inacceptable, car trop élevée, pour la santé publique étant donné qu'elle équivaut à la teneur pouvant provoquer des problèmes gastriques chez certaines personnes, comme conclut le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH) de l'UE dans son opinion, qui rejoint les vues du JECFA.</p> <p>Plus récemment, le projet comprenant des teneurs maximales d'étain de 250 mg/kg pour les denrées alimentaires autres que les boissons et de 200 mg/kg pour les boissons en conserve a été renvoyé à l'étape trois pour examen (observations et examen ultérieur) par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants à sa 35^{ème} session (ALINORM 03/12A, par. 160 et Appendice XIII).</p>
9.	<p>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Document SANCO/1034/2002-1 rev.4 de la Commission européenne (disponible dans toutes les langues officielles des CE). Après adoption, publication au Journal officiel, accessible à l'adresse: http://europa.eu.int/eur-lex/fr/oj/index.html</p>
10.	<p>Date projetée pour l'adoption: Vers novembre 2003 (il n'est pas possible actuellement de prévoir une date plus précise)</p>
11.	<p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: Milieu de 2004 (il n'est pas possible actuellement de prévoir une date plus précise)</p>
12.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 45 jours après la date de notification</p> <p>Toutes données scientifiques concernant la toxicité gastrique ou toute autre évaluation toxicologique de l'étain peuvent être communiquées à tout moment. Elles seront soumises au CSAH pour évaluation.</p> <p>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications (autorité des CE responsable des notifications), <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p>
13.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national (point d'information des CE) ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'opinion émise par le Comité scientifique de l'alimentation humaine sur les risques aigus posés par l'étain dans les denrées alimentaires en conserve (adoptée le 12 décembre 2001), mentionnée au point 8 peut être consultée (en anglais) à l'adresse http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/ssc/index_en.html. • Le rapport JECFA mentionné au point 8 se réfère au document portant sur l'évaluation de certains additifs alimentaires et contaminants (2001) publié dans la <i>Food Additive Series</i> n° 46 de l'OMS. Élaboré à la cinquante-cinquième session du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires, pages 307 à 360, Genève (Organisation mondiale de la santé)